

L'AFRIQUE, UN ESPACE DE PROJECTION ET D’AFFIRMATION DE LA PUISSANCE RENOUVELÉE DE LA FÉDÉRATION DE RUSSIE.

AFRICA, A SPACE FOR PROJECTING AND ASSERTING THE RUSSIAN FEDERATION'S RENEWED POWER.

KWETE PRUDENCE Bruno

Doctorant en Relations Internationales

Faculté des Sciences Sociales, Politiques et Administratives

Université de Lubumbashi

Analyste au Département Sécurité et Défense Internationale et au Département Afrique
subsaharienne de l’Institut d’études de géopolitique appliquée

Président et Fondateur de *Radialis Institute*.

République démocratique du Congo

prudencebrunokwete@gmail.com

Date de soumission : 21/06/2023

Date d’acceptation : 17/08/2023

Pour citer cet article :

KWETE PRUDENCE B. (2023) « L’AFRIQUE, UN ESPACE DE PROJECTION ET D’AFFIRMATION DE LA
PUISSANCE RENOUVELÉE DE LA FÉDÉRATION DE RUSSIE », Revue Internationale du Chercheur «Volume
4 : Numéro 3» pp : 1 – 18

Résumé

Le continent africain que reconquiert la Fédération de Russie est au cœur des rivalités des puissances pour le contrôle de ses ressources mais aussi pour des enjeux politico-diplomatiques et stratégiques. Puissances établies et puissances (ré)émergentes s'y redistribuent les cartes. L'influence de la Chine, de l'Inde, du Brésil ainsi que des autres puissances économiques et militaires émergentes sur la scène africaine, et l'intérêt croissant des États-Unis et du Japon pour le continent y ont profondément modifié le rapport des forces parfois même au détriment des anciennes puissances coloniales. Ayant réussi à reconstruire sa puissance et à l'étendre au-delà de son « étranger proche » considéré comme sa zone traditionnelle d'influence, la Russie ne ménage aucun effort pour se servir désormais de l'Afrique dans l'objectif d'opérer une mue géopolitique et géostratégique, et de prendre part active à la course qui l'oppose aux autres puissances amies et/ou rivales. Dans le contexte de délitement des relations russo-occidentales, l'Afrique est pour la Russie un espace de projection et d'affirmation de sa puissance renouvelée. Cette étude se propose donc d'en analyser les enjeux et de présenter les vecteurs de son réengagement dans ce continent autrefois chasse gardée des puissances européennes.

Mots-clés : Russie ; Afrique ; relations russo-africaines ; rivalités de puissances en Afrique ; projection de la puissance.

Abstract

The African continent, which is being reconquered by the Russian Federation, is at the heart of power rivalries for control of its resources, but also for politico-diplomatic and strategic stakes. Established and (re)emerging powers are redistributing the cards. The influence of China, India, Brazil and other emerging economic and military powers on the African scene, and the growing interest of the United States and Japan in the continent, have profoundly altered the balance of power, sometimes to the detriment of the former colonial powers. Having succeeded in rebuilding its power and extending it beyond its "near abroad", considered its traditional zone of influence, Russia is now sparing no effort to use Africa to bring about a geopolitical and geostrategic transformation, and to take an active part in the race pitting it against other friendly and/or rival powers. Against a backdrop of disintegrating Russian-Western relations, Africa offers Russia an opportunity to project and assert its renewed power. This study analyzes what is at stake, and presents the vectors of Russia's re-engagement with this continent, once the preserve of the European powers.

Keywords: Russia; Africa; Russian-African relations; power rivalries in Africa; power projection.

INTRODUCTION

Sans nul doute, la Russie est de retour en Afrique et y étend son influence. Mais l'Afrique est loin d'être un terrain vierge. Toutes les puissances du monde y déploient autant de stratégies qu'il y a des intérêts à y conserver.

Autrefois chasse gardée des anciennes puissances coloniales, le début du XXI^e siècle a exacerbé l'intérêt d'autres puissances qui se sont invitées en terres africaines et se sont frayées une place autour de la table de la redistribution des cartes. Une sorte de compétition s'observe désormais en Afrique entre les puissances traditionnelles qui s'y étaient implantées dans le contexte historique de la colonisation et les puissances de la guerre froide ainsi que celles dites (ré)émergentes. Entretemps, « la course aux matières premières qui a commencé vers 2005 a replacé l'Afrique au centre de l'échiquier. La Chine et, dans une moindre mesure, l'Inde et le Brésil ont mis fin aux chasses gardées occidentales » (Patrick Ferras 2012, p. 30). Les Chinois sont présents dans tous les secteurs, Les Indiens, plus discrets, tissent leur toile sur tout le continent. Le Brésil investit principalement dans les pays lusophones et à ceux au riche sous-sol (fer, charbon).

Les puissances étrangères qui sont en compétition en Afrique s'en servent également comme théâtre de projection et d'affirmation de leur puissance. À en croire Philippe Hugon, « l'Afrique demeure à la fois le champ de compétitions et d'influences entre États et le lieu privilégié de déploiement de l'aide et de la coopération internationale. Les anciennes puissances coloniales ont perdu de leur influence tout en demeurant présentes et en exerçant parfois des fonctions régaliennes (c'est le cas de la France pour la monnaie et l'armée). Il y a toutefois dilution de leur influence au sein de l'UE. Les États-Unis et les puissances émergentes d'Asie sont devenus des acteurs stratégiques. Les réorientations du commerce extérieur africain vers de nouveaux partenaires sont un signe des nouvelles relations bilatérales » (Philippe Hugon 2012, p.294).

Dans un contexte de délitement des relations avec l'occident, comment la Russie se sert-elle de l'Afrique pour affirmer sa puissance et étendre son influence ? Répondre à cette question voudrait que soit étudiée la restauration de la puissance russe en Afrique dans le contexte de la redistribution des cartes entre les puissances étrangères sur l'échiquier africain. Axée sur des recherches documentaires, cette étude aborde pour commencer le jeu de puissance en Afrique où se redistribuent les cartes au nom des intérêts à y préserver. Elle inscrit ensuite la reconstruction de la puissance russe en Afrique dans la stratégie globale de reconquête du rôle de premier rang de la

Russie dans le concert des nations. Elle interroge enfin les enjeux de ce redéploiement tout en en présentant les vecteurs.

1. LES GRANDES PUISSANCES ET LA REDISTRIBUTION DES CARTES EN AFRIQUE

Au nom de leurs intérêts, les grandes puissances affichent des ambitions politiques, économiques et stratégiques souvent concurrentes en Afrique et se redistribuent les cartes sur l'échiquier africain. Sur le plan économique, les perspectives du marché africain attirent toutes les puissances industrialisées et le basculement de l'économie mondiale vers les pays émergents du Sud met en mal les puissances occidentales et leurs entreprises ont des capacités de financement qui font parfois défaut aux entreprises des puissances traditionnelles. Cette dynamique économique qui consacre la percée des puissances émergentes qui s'imposent en Afrique renforce également la solidarité Sud-Sud en contournant les puissances économiques traditionnelles d'Europe et d'Amérique du Nord qui ont gardé un œil paternaliste envers le continent depuis les années d'indépendance jusqu'à se voir confronter à une nouvelle dynamique des relations gagnant-gagnant qui se sont développées entre l'Afrique et les nouvelles puissances. Petit à petit, s'effondre donc le modèle occidental des partenariats soumis aux conditions de démocratie et de bonne gouvernance pour laisser le choix aux dirigeants africains de nouer des relations avec des puissances émergentes qui sont non seulement perçues comme des partenaires alternatifs, mais aussi et surtout sont des locomotives d'une économie mondiale en plein retournement.

Les cartes se redistribuent également dans les approvisionnements en matières premières essentielles pour les économies des puissances. Un des débouchés pour les industries des puissances étrangères de par sa démographie et ses besoins, l'Afrique se retrouve au cœur des rivalités de puissance pour l'accès et le contrôle de ses ressources aussi bien agricoles, minérales, énergétiques, etc. En même temps, les puissances traditionnelles et/ou émergentes s'en servent comme une alternative à leur dépendance aux ressources du Moyen-Orient.

Tout d'abord, la rivalité s'observe entre les puissances traditionnelles dans leurs différentes zones d'influence en Afrique. C'est le cas de l'expansion des entreprises américaines en Afrique qui accroît les rivalités commerciales avec la France. « Ainsi, les traditionnelles "zones d'influence" des alliés pendant la guerre froide sont-elles remises en question dans le nouvel environnement géopolitique mondial. La prééminence française dans la partie francophone est contestée ; la chasse

gardée du groupe Elf au Gabon, au Cameroun et au Congo est en particulier mise à mal par les entreprises pétrolières américaines. Mais, inversement, les entreprises françaises accroissent leur présence au Nigeria, situé dans la sphère anglo-saxonne. L'Afrique francophone est donc le théâtre d'un nouvel affrontement diplomatique, stratégique et surtout économique entre la France et les États-Unis » (Frédéric Leriche, 2003, p.20).

Ensuite, la rivalité se vit également entre puissances émergentes. C'est le cas de la Chine et de l'Inde qui optent pour des politiques concurrentes en Afrique, chacune exportant en Afrique et vis-à-vis de l'autre les séquelles de leur rivalité en Asie du Sud-Est. Enfin, les puissances traditionnelles se mettent aux prises avec les puissances émergentes et intermédiaires. C'est dans ce contexte qu'il faut, par exemple, situer l'importance que les États-Unis accordent à Djibouti et à l'Éthiopie en vue de « contrer l'axe Iran-Érythrée-Soudan (axe entre autres utilisé pour fournir des armes à la bande de Gaza) » (Tanguy Struye De Swielande 2011). Quant à la France, alors que se cristallise le sentiment antifrçais dans sa zone d'influence africaine, est « confrontée à un environnement concurrentiel du moment où les États africains font face à de nombreux partenaires crédibles, aux ambitions fortes et aux moyens financiers importants, qui leur ouvrent des marges de manœuvre nouvelles » (Arnaud Schaumasse 2011, pp.325-326). Il faut noter également la rivalité entre les États-Unis, l'Inde et la Chine pour le contrôle des ressources minières et énergétiques en Afrique (François Lafargue 2005).

Au-delà des relations bilatérales avec chaque État africain et à l'image des sommets France-Afrique, États-Unis-Afrique et des rencontres du Commonwealth, Pékin a son forum sur la coopération Chine-Afrique, New Delhi organise le sommet Inde-Afrique, le Brésil s'appuie sur la Communauté des Pays de Langue Portugaise et multiplie les stratégies de concertation avec les autorités africaines, à travers l'organisation de rencontres diplomatiques telles que le sommet Afrique-Amérique du Sud. Le Japon organise régulièrement les TICAD pendant qu'Ankara a son sommet Turquie-Afrique. Pour reprendre les mots de Bertrand Badie, « L'Afrique est devenue, à une vitesse effrayante, un champ de manœuvre politique pour les puissances émergentes ».

Sur le plan politique et diplomatique, les 54 voix du continent africain à l'Assemblée générale de l'ONU sont convoitées aussi bien par les puissances traditionnelles que par les puissances émergentes qui ambitionnent devenir des acteurs-clés du système international. S'appuyant sur le discours anticolonialiste, évoquant le passé commun des dominées, les puissances émergentes ont réussi à renouer avec le continent africain et à y renverser l'ordre établi, à renverser le rapport de

force, en procédant, sinon à une passation de pouvoir, du moins à une redistribution des cartes. Là où les puissances traditionnelles ont dit colonisation, civilisation et culture, les puissances émergentes riment intégration, infrastructures et industrialisation en Afrique. Et cette fameuse guerre des 3c et des 3i penche de plus en plus en faveur des grands émergents et accroît le sentiment antioccidental en Afrique.

Chacune des puissances vient avec sa particularité et les pays émergents bien qu'elles arrivent en Afrique en ordre dispersé et dans une concurrence parfois exacerbée, comme c'est le cas entre la Chine et l'Inde, réussissent jusque-là à jouer la carte du Sud contre le Nord et à s'attirer la confiance des capitales africaines. C'est dans ce contexte mais aussi sur fond d'affrontement avec l'occident que la Russie de Poutine signe son retour en Afrique pour y étendre son influence et s'affirmer davantage comme une puissance globale.

2. POUTINE ET LA RECONSTRUCTION DE LA PUISSANCE RUSSE EN AFRIQUE

Sous Gorbatchev, « l'URSS s'était désengagée volontairement du tiers-monde. Voulant desserrer l'étau qu'elle mettait sur les pays du Pacte de Varsovie, elle avait vu ces derniers se dégager totalement de sa tutelle et devenir indépendants tant sur le plan politique que stratégique » (Pascal Boniface 2010, pp.151-152). L'échec des réformes entreprises sous Gorbatchev ont conduit à l'implosion inattendue de l'Union soviétique et privé la Russie de son glacis stratégique constitué des anciennes républiques socialistes devenues indépendantes (Ukraine, Géorgie, États Baltes). Les nouvelles mutations politiques et économiques vont contraindre Gorbatchev à démissionner et l'effondrement de l'Union soviétique va conduire à « l'absence de blocs rivaux et hiérarchisés » (Jean-Baptiste Duroselle & André Kaspi 2004, p.169) tout en consacrant « l'avènement du ''moment unipolaire'' : des deux grands, l'un s'était tout simplement effondré, tandis que l'autre était sorti grand vainqueur d'une compétition désormais close » (Bertrand Badie 2006, p.7).

De Gorbatchev à Eltsine, Moscou a vécu une décennie d'humiliation et de traumatisme. Après le démembrement de l'URSS, la Russie a été réduite au rang d'une puissance régionale moyenne. Humiliation parce que d'une part les Russes se sont vus obliger de dépendre de l'occident qu'ils ont considéré comme ennemis durant des années et d'autres se sont retrouvés étrangers à la Russie, les nouvelles frontières issues de l'explosion de l'empire les obligeant à faire allégeance à d'autres nationalités (ukrainienne, géorgienne, biélorusse, et autres). Pendant ce temps, la grande Russie post-soviétique se faisait humilier par la Tchétchénie qui avait pourtant des combattants sous-

équipés et sous-entraînés. L'ex Yougoslavie pouvait éclater face à l'impuissance du grand frère russe incapable de voler au secours de ses petits frères serbes du panslavisme orthodoxe.

En succédant à Eltsine, Poutine visait à reconstruire la puissance de la Russie tout en lui dotant des moyens de s'affirmer aussi bien dans sa sphère traditionnelle d'influence qu'au-delà de ses frontières géopolitiques. L'une de ses premières actions a consisté à effacer l'affront tchétchène et fait front commun avec les États-Unis dans la lutte contre le terrorisme. Sur le plan interne et pour corriger les erreurs de ses prédécesseurs, Poutine va réinstaller un État fort, craint, et doter son pays d'une doctrine politique qui ne regrette pas le communisme de l'URSS, mais plutôt la disparition de sa grandeur, lorsqu'aucune autre nation ne pouvait imposer sa volonté à Moscou. Et sur le plan international, il va s'investir à restaurer la puissance de la Russie pour en faire un centre de décision sur des questions internationales.

Conscient de l'impossibilité de restaurer le communisme, « le président Poutine regrette la perte de l'espace géographique et la puissance de l'URSS » (Abdelhak Bassou 2022, p.10). D'où la nécessité de retrouver la grandeur perdue. Pour atteindre ses objectifs, le nouveau maître du Kremlin se lance dans la modernisation de son armée, son armement et ses équipements soutenu à cet effet par son économie rentière très florissante. La Russie de Poutine va intensifier en même temps ses rapprochements, mais aussi ses interventions dans les États tiers. Et cela en deux temps :

- Primo : s'investir dans son « étranger proche » considéré comme un espace prioritaire dans sa politique étrangère, dans ses stratégies de sécurité et de défense et dans sa vision géopolitique.
- Secundo : redorer l'image d'une puissance globale russe en déployant son influence à plusieurs régions de la planète, principalement celles où les puissances établies, à l'instar des États-Unis, de la Chine et des puissances européennes sont déjà installées et d'où elles marquent de leurs empreintes les destinées du monde.

Dans le contexte de l'ascension d'autres pôles de puissance, la Russie qui renaît des cendres de l'Union soviétique va mener sa politique étrangère sur fond d'un discours contestateur de l'unilatéralisme occidental incarné par les États-Unis et de la volonté de s'offrir une place de choix dans la gestion des affaires internationales. Ayant réussi à reconstruire sa puissance sur base d'une obsession de parité avec les États-Unis, la Russie étend de plus en plus sa sphère d'influence aussi bien dans son « étranger proche » que dans le reste du monde. À cet effet, « la volonté de la Russie de s'affirmer comme une grande puissance est une préoccupation majeure dans son comportement

international. Après les années 1990, considérées par l'opinion russe comme une période d'humiliation et de déclin, la politique étrangère menée par l'équipe Poutine-Medvedev vise à redonner à la Russie son poids dans les affaires internationales » (Denis Bauchard 2012, p.8).

2.1. RUSSIE-AFRIQUE, DES RELATIONS HISTORIQUES.

Les « retrouvailles » actuelles s'expliquent par le rapprochement que les deux entités ont eu au cours de leur évolution aussi bien politique que physionomique. Les premières traces de ces retrouvailles l'ont été sous le sceau de la culture et ce, depuis le Moyen-âge, lorsque les « pèlerins russes orthodoxes et chrétiens d'Afrique (essentiellement des Égyptiens et des Éthiopiens) » et celles des « musulmans russes et africains se côtoient sur les sites sacrés de l'islam. « Plus tard, les marins et les explorateurs russes se rendent dans de nombreux pays d'Afrique, dont l'actuelle République démocratique du Congo (RDC), l'Égypte, le Maroc, la Somalie, l'Afrique du Sud et la Tanzanie » (Alexandra Arkhangelskaya 2013, p.62).

Entre le 18^{ème} et le 19^{ème} siècles, les relations Russie – Afrique vont s'officialiser avec l'établissement des représentations diplomatiques russes en Égypte, en Éthiopie et au Maroc. À partir du 19^{ème} siècle, l'intérêt politique de la Russie viendra cimenter ces relations pourtant anciennes alors que les puissances européennes nourrissaient des envies coloniales sur le continent. La Russie tsariste va s'opposer à la colonisation de ses alliés africains et ne ménagera aucun effort pour apporter, par exemple, son soutien stratégique à l'Éthiopie dans sa guerre contre l'Italie (1895-1896), « conflit qui vit l'Italie coloniale subir un désastre lors de la bataille d'Adoua » (Abdelhak Bassou 2019, p.5). À l'ère de l'Union soviétique et dans le contexte de la confrontation est-ouest, « c'est à l'initiative de l'Union Soviétique que l'Assemblée générale des Nations unies adopta la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples colonisés en 1960 » (Tristan Coloma 2000, p.5). La vague des indépendances offre à l'URSS l'opportunité de prendre pied en Afrique, d'y étendre la lutte contre l'impérialisme et de glaner le soutien des nouveaux États indépendants d'Afrique à l'Assemblée générale des Nations unies. Des représentations diplomatiques soviétiques s'établiront en Afrique, des accords de coopération signés avec différents pays et le soutien soviétique aux mouvements indépendantistes va continuer pour libérer totalement l'Afrique du joug des colonisateurs.

Pendant que les anciennes puissances coloniales peinent à se débarrasser du poids de l'histoire, « la Russie bénéficie d'un passé commun avec le continent africain remontant à l'époque soviétique »

(Amandine Dusoulhier 2019, p.11) et a réussi, depuis la vague de décolonisation, à tisser « des liens étroits avec de nombreux États africains, les soutenant dans leur lutte pour l'indépendance » (Poline Tchoubar 2019, p.1). Ayant joué un rôle important auprès des nouveaux États africains, l'Union soviétique a, au milieu des années 80, signé « des centaines d'accords avec les pays africains. Environ 25 000 Africains sont formés dans les universités et les collèges techniques soviétiques, dans de multiples domaines, et des milliers sortent des académies militaires et politiques de l'URSS. Ces programmes d'échanges et de formation avaient débuté dès les années 1950. Un grand nombre de dirigeants africains bénéficient à titre personnel du soutien et de la formation proposés par l'URSS, sans compter les 200 000 experts que les conseillers soviétiques ont formé. Les nombreux accords signés pendant cette période couvrent notamment 37 pactes d'assistance technique et économique et 42 accords commerciaux » (Alexandra Arkhangelskaya 2013, pp.62-63).

Vers les années quatre-vingt-dix, alors que la disparition de l'URSS entraînait d'importantes mutations sur la scène internationale, la Fédération de Russie qui en héritait l'essentiel de la puissance a dû se recentrer sur elle-même, réduisant par la même occasion son influence sur le continent ainsi que ses relations avec les différents États d'Afrique. Pendant ce moment de bouleversement géopolitique, « la Russie est incapable de maintenir ses subventions aux régimes "clients" et l'Afrique recule dans ses priorités. Les relations avec certains États africains se tendent à la fin de l'année 1991, lorsque le président, Boris Eltsine, arrête toute aide étrangère et exige le remboursement immédiat des dettes impayées » (Alexandra Arkhangelskaya 2013, p.63).

La Russie postsoviétique va amorcer son désengagement du continent procédant à la fermeture des représentations diplomatiques, consulaires et des missions commerciales. Près de « 9 ambassades, 3 consulats et 20 missions commerciales pour la seule année 1992 » (Jean-Robert Jouanny 2015, p.6).

Alors que le continent africain se retrouve au cœur des rivalités entre les puissances traditionnelles et les nations émergentes pour le contrôle de ses ressources mais aussi pour des enjeux politiques, diplomatiques et stratégiques, la Russie de Vladimir Poutine ayant réussi à reconstruire sa puissance, ne ménage aucun effort pour s'en servir à son tour comme une pièce à ne pas manquer dans sa compétition internationale. L'influence de la Chine, de l'Inde, du Brésil ainsi que des autres puissances économiques et militaires émergentes sur la scène africaine, et l'intérêt croissant des

États-Unis et du Japon pour le continent y ont profondément modifié le rapport des forces parfois même au détriment des anciennes puissances coloniales européennes.

Dans le contexte de l'effritement des relations russo-occidentales à la suite d'innombrables sanctions politiques et économiques infligées à la Russie, les dirigeants russes ont compris la nécessité de déjouer le nouveau *containment* en nouant des partenariats avec d'autres puissances et d'autres États qui permettront à la Russie de briser son isolement. C'est dans cet ordre d'idées qu'il convient d'inscrire le déploiement de sa diplomatie au-delà de sa zone traditionnelle d'influence, notamment en Europe, en Asie, en Amérique latine et en Afrique.

2.2. ENJEUX ET VECTEURS DE LA RESTAURATION DE LA PUISSANCE RUSSE EN AFRIQUE

« La tâche de restauration de la superpuissance perdue n'entendait pas se laisser réduire à l'état de puissance secondaire ou de substitution, mais la faire aspirer à la construction d'une puissance en bonne et due forme, appuyée notamment sur la recherche de partenaires et de débouchés au-delà des amitiés héritées de l'époque soviétique » (Abdallah SAAF 2016, p.7). Dans cet ordre d'idées, la Russie de Poutine n'est plus cette puissance régionale que voyait Barack Obama. Elle est bien présente sur les tables des grandes décisions sur des enjeux internationaux, elle sait dire non aux diktats occidentaux et imposer sa voix sur des sujets bien divers ; elle s'est invitée au front en Syrie et en Iran ; elle n'a pas hésité d'envahir l'Ukraine ; elle fait face aux sempiternelles sanctions politiques et économiques occidentales ; et la revoici de retour en Afrique dans l'objectif d'opérer une mue géopolitique et géostratégique, et de prendre part active à la course qui l'oppose aux autres puissances amies et/ou rivales. L'Afrique est pour la Russie « un espace utile à la construction d'un statut de puissance internationale » (Abdelhak Bassou 2019, p.16).

À la suite des autres puissances (ré)émergentes et face aux puissances rivales euro-américaines, la Fédération de Russie étend son influence en Afrique et y déploie divers instruments axés sur la coopération militaire et industrielle, l'octroi des aides, l'annulation de la dette et une active diplomatie de présence. Moscou s'est engagé dans la compétition stratégique, politique et diplomatique en Afrique dont les enjeux économiques et sécuritaires sont amplifiés par la lutte renouvelée pour la maximisation de la puissance et le contrôle du monde. La Russie trouve en Afrique un espace propice de projection et de renforcement de son statut de puissance globale. Elle « tente de longue date de s'affirmer comme un axe de puissance incontournable dans un monde

multipolaire, a fortiori depuis le conflit avec l'Ukraine. Se considérant prise en étau dans ses relations avec les pays occidentaux, qui cherchent à renforcer leur coopération avec ses voisins de l'ex-bloc soviétique, Moscou essaie d'élargir sa base de soutien à l'international, mais aussi de placer ses pions dans la zone d'influence des anciennes puissances coloniales en Afrique » (Poline Tchoubar 2019, pp.4-5).

Sur le plan politico-diplomatique, les relations russo-africaines ont pour socle principal la paix, la sécurité, la stabilité, la démocratisation du système international, la décision collective, concernant les problèmes globaux, la primauté du droit international, le rôle central des Nations Unies, et la sauvegarde de la souveraineté. « Le cap de la Russie vers l'Afrique n'est pas uniquement une recherche de projection de puissance. Il est également une quête d'appui et de soutien dans la politique internationale russe ; en témoigne le timing du renforcement de l'offensive diplomatique en Afrique. En effet, ce renforcement s'accélère depuis 2014, date de l'annexion de la Crimée par la Russie. Non seulement la Russie avait cherché en Afrique un espace de contournement des sanctions européennes ; mais également des voix qui se rangent de son côté et appuient ses thèses dans les instances internationales (...). Cette tendance se confirme avec la guerre d'Ukraine où bon nombre de pays africains n'ont pas versé dans la condamnation de l'agression contre l'Ukraine. Les pays africains constituaient environ la moitié des pays s'étant abstenus ou n'ayant pas voté » (Abdelhak Bassou 2019, p17).

Dans son objectif de contribuer à la construction d'un monde multipolaire et de consacrer plus d'autorité aux décisions du Conseil de sécurité de l'ONU en lieu et place à des initiatives unilatérales des États-Unis avec ses alliés de l'OTAN, les États africains lui sont d'un grand apport. En effet, « étant donné le siège permanent de la Russie au Conseil de sécurité et les trois sièges tournants de l'Afrique, la coopération par le biais des opérations de maintien de la paix et des votes de l'ONU présente un potentiel illimité de bénéfices mutuels, (...). La Russie a défendu la primauté de la souveraineté des États dans la réponse aux conflits infranationaux, et les partenaires africains ont fait appel au soutien diplomatique de la Russie pour résister aux interventions multilatérales ou internationales » (Sarah Daly 2023, p.6).

Contrairement à l'Union soviétique dont elle hérite l'essentiel de la puissance, la Fédération de Russie contribue aux opérations de maintien de la paix de l'ONU. Depuis des années 1990 et 2000, elle a fourni des centaines des soldats aux missions de l'ONU en Sierra Leone, au Soudan, au Darfour, en RCA, au Tchad et au Sud-Soudan. Ces effectifs ont diminué cependant à partir de 2010

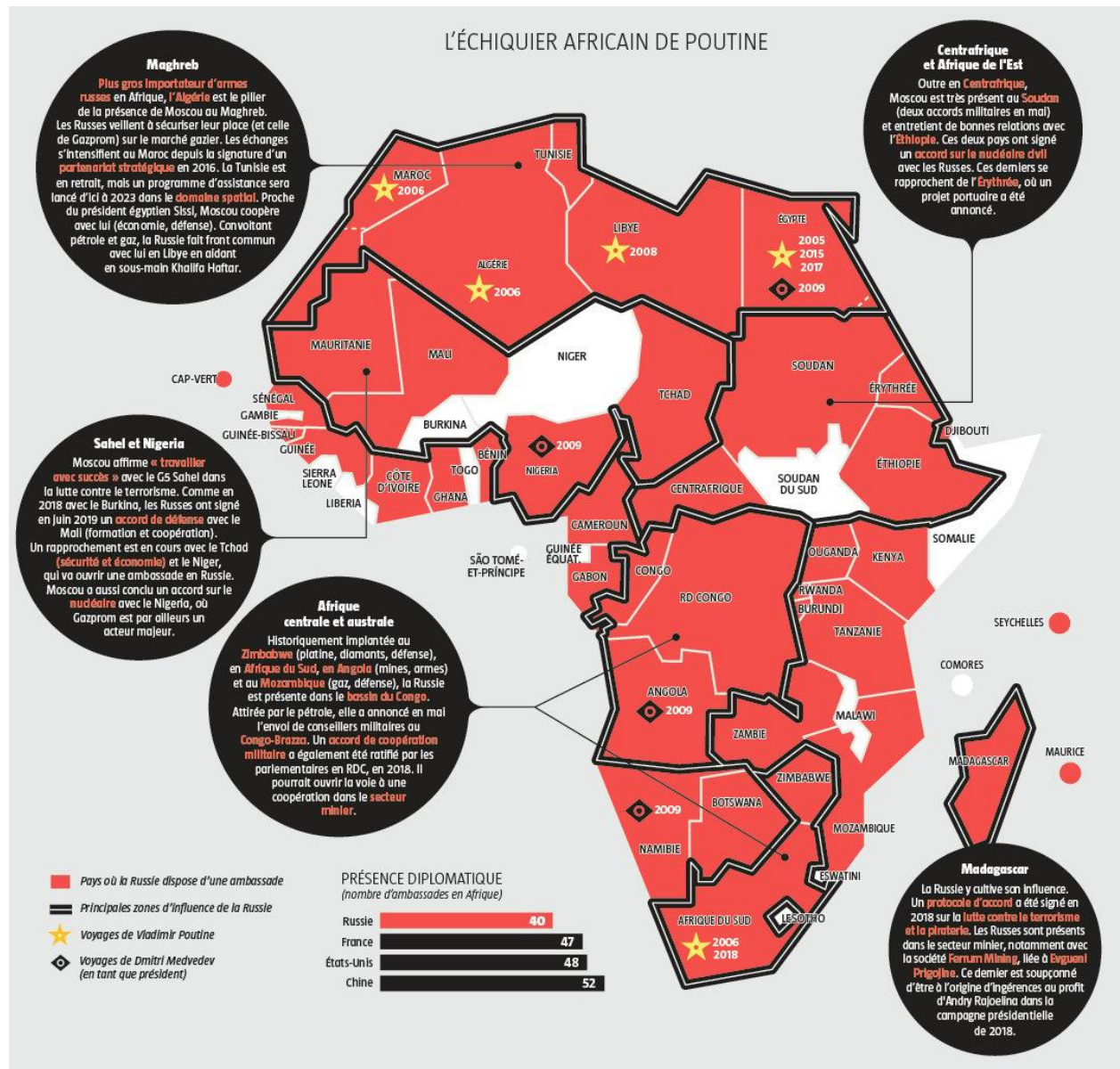
pour laisser la place aux experts, observateurs et policiers. Néanmoins, la diminution de son personnel aux missions de l'ONU ne réduit en rien le rôle qu'elle joue grâce à son siège permanent au Conseil de sécurité où se décident le déploiement et la conduite des opérations de maintien de la paix en général. Près de 50% des missions sont déployées en Afrique.

Le Concept de politique étrangère de la Fédération de Russie de novembre 2016 en son point 99 note que « La Russie élargira sa coopération diversifiée avec les États d'Afrique sur une base bilatérale et multilatérale par le perfectionnement du dialogue politique, le développement de liens commerciaux et économiques mutuellement avantageux et le renforcement du partenariat global visant les intérêts communs ; et contribuera à la prévention des conflits régionaux et des situations de crise, ainsi qu'au règlement des conflits en Afrique. Le développement du partenariat avec l'Union africaine et les organisations sous-régionales est un élément important pour progresser vers cet objectif¹ ». Dans cet ordre d'idées, la Russie a développé des relations diplomatiques aussi bien bilatérales que multilatérales avec l'ensemble du continent. Au niveau bilatéral, « la Russie a établi des relations diplomatiques avec tous les pays africains (le dernier en date, en 2011, étant le Sud-Soudan) et a ouvert 40 ambassades sur le continent – alors que Moscou accueille 35 ambassades de pays africains » (Alexandra Arkhangelskaya 2013, p.68). Elle est également représentée auprès des organisations africaines sous-régionales, à l'instar de l'Union africaine, de la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest, de la Communauté de l'Afrique de l'Est, de la Communauté de développement de l'Afrique australe et de l'Autorité intergouvernementale pour le développement.

La carte ci-dessous met également en exergue la grandissante influence de la Russie en Afrique à travers différents partenariats économiques ainsi que par sa diplomatie militaire exprimée par les ventes d'armes, la formation, les exercices militaires communs, l'emploi des mercenaires et des sociétés militaires privées, etc. Son appartenance au regroupement des BRICS « aux côtés du Brésil, de l'Inde, de la Chine et de l'Afrique du Sud » (Amandine Dusoulhier 2019, p.12) a renforcé l'axe africain de la politique étrangère de la Fédération de Russie et « ouvre de nouvelles perspectives pour une amélioration à la fois qualitative et quantitative des relations russo-africaines » (Alexandra Arkhangelskaya 2013, pp.64-65).

¹ https://www.mid.ru/fr/foreign_policy/official_documents/1538901/

Carte n°1 : L'échiquier africain de Poutine



Source : Mathieu Olivier, La carte de l'influence russe en Afrique, le 21 août 2019

<https://www.jeuneafrique.com/mag/816326/politique/la-carte-de-linfluence-russe-en-afrique/>

Alors que les rapports Russie-Occident s'assombrissent, Moscou compte sur le soutien diplomatique des États africains qui constituent le plus grand bloc de vote régional à l'Assemblée générale des Nations unies. Nous pouvons illustrer ce fait par les votes de mars 2022 sur la résolution condamnant l'invasion de l'Ukraine par la Russie et au cours duquel 17 pays africains se sont abstenus de voter, et un seul, l'Érythrée, qui a voté contre. Cela dit, les votes sur les

résolutions de l'invasion de l'Ukraine en 2022 ne sont pas différents de ceux condamnant l'annexion de la Crimée par la Russie. Et entretemps, la Russie continue à déployer des efforts pour se faire de plus en plus d'alliés au sein des Nations Unies.

Les relations politico-diplomatiques bénéficient aussi bien à la Russie qu'aux États africains. Ceci se démontre pour le soutien mutuel que les deux parties s'accordent notamment à l'ONU. À titre illustratif, en réponse à la coopération éthiopienne en 2019 lors de l'Assemblée générale des Nations unies, la Russie aux côtés de la Chine, retardait l'année suivante les appels de l'ONU à la cessation des hostilités dans la région du Tigré en Éthiopie et a empêché les proclamations opportunes de l'ONU sur les conditions de famine et les demandes de livraison d'aide humanitaire. Parmi les objectifs de la Russie en Afrique et outre les enjeux politico-diplomatiques, l'affirmation de la puissance russe en Afrique rime également avec la lutte contre le terrorisme et répond à ses ambitions d'accès et de contrôle des carrefours maritimes en Afrique.

Au sujet de la lutte contre le terrorisme, l'Afrique est depuis des décennies le théâtre des attaques terroristes qui s'intensifient en exploitant entre autres l'instabilité et les conflits communautaires. Cette lutte étant un thème fédérateur à l'échelle internationale, elle offre à la Russie des marges de manœuvre pour son affirmation en tant que puissance globale. Cet enjeu va ouvrir la voie à la percée diplomatique de la Russie aussi bien au Maghreb islamique (Tunisie, Maroc, Égypte, Libye) qu'au sous-continent subsaharien (Mozambique, Mali, Burkina Faso, etc.). À cette lutte contre le terrorisme, Moscou enjoint son soutien à la stabilité des États et anticipe le *regime change* des puissances occidentales porté par principe dit de la responsabilité de protéger les populations civiles.

Concernant l'accès et le contrôle des carrefours maritimes, rappelons que les espaces maritimes et la maîtrise des flux qui y transitent sont aujourd'hui au cœur d'une intense compétition entre les puissances. Et pourtant, « parmi les 54 pays d'Afrique, 38 sont côtiers » (Elham M. Ali 2022). Au regard de la géographie maritime de l'Afrique, $\frac{2}{3}$ des États africains sont des États côtiers qui ont donc un accès à la mer ou à l'océan contre $\frac{1}{3}$ de pays enclavés. Certains États sont également des archipels (Cap-Vert, Comores...). Bien qu'étant essentiellement une puissance de terre au sens Mackindérien de l'expression, la Russie a toujours nourri des ambitions maritimes. On retrouve cet objectif dans son intervention en Syrie, mais aussi le rattachement de la Crimée. S'il en est ainsi, c'est parce que « Moscou conçoit la mer comme une source de richesses économiques et de sécurité nationale » (Amandine Dusoulier 2019, p.29). L'accès libre à la mer étant un des enjeux

majeurs dans les ambitions maritimes de la Fédération de Russie qui, à travers ses différentes doctrines maritimes de 2001 et de 2015, définit des priorités à plusieurs zones dont l'Atlantique, le Pacifique, l'océan Indien, la mer Caspienne, l'Antarctique et l'Arctique.

La fulgurante influence russe en Afrique a permis au Kremlin de recevoir, en avril 2018, « l'accès aux ports du Mozambique pour ses propres navires. Dans le même ordre d'idées, nous retrouvons le cas des négociations en cours pour l'établissement d'un accord de coopération militaire entre la Guinée et la Russie, dont l'une des clauses porte sur le libre accès des ports guinéens aux vaisseaux de l'armée russe. Enfin, en avril 2018, Vladimir Poutine s'entretenait activement avec plusieurs dirigeants d'Afrique de l'Est au sujet de l'établissement d'une base de 1500 hommes, qui viendrait en soutien aux destroyers, frégates et sous-marins en patrouille dans les eaux utilisées par les trafiquants (...). Contrairement à la logique essentiellement commerciale de l'acheminement basique de matériel militaire et d'armes, la Russie tente ainsi, dans une optique plus géostratégique, d'obtenir un accès aux ports des États africains avec lesquels elle collabore. En plus de cela, Moscou participe à la construction des infrastructures portuaires dont elle pourrait avoir besoin » (Amandine Dusoulier 2019, p.30).

CONCLUSION

Le retour de la Russie en Afrique a suscité maintes études sein de la communauté scientifique, les plus constructives visant à en comprendre les enjeux, les mécanismes, les acteurs et les perspectives. Cette étude dont l'objectif est de démontrer en quoi l'Afrique servait d'espace de projection et d'affirmation de la puissance renouvelée de la Fédération de Russie est revenue sur la compétition internationale qui s'y observe avant d'interroger les enjeux du réengagement russe en Afrique et d'en présenter les vecteurs. Tout compte fait, il est indéniable que la Fédération de Russie poursuit sa quête de retour à la puissance et renforce son rôle dans la résolution des grands problèmes internationaux, le règlement des conflits militaires, la réalisation de la stabilité stratégique et la suprématie du droit international dans les relations internationales. Elle se sert à cet effet de l'Afrique comme un des espaces de projection de son influence et surtout de repositionnement stratégique sur la scène internationale en tant que puissance globale.

Ayant réussie à se faire des alliés dans un continent considéré jusqu'alors comme une chasse gardée des anciennes puissances coloniales, la Fédération de Russie profite en outre du sentiment anti-occidental dans certaines régions pour étendre son influence. Elle met également en exergue ses

capacités à renforcer son réseau d'alliés en international en s'appuyant sur les domaines de coopération où elle dispose des points forts de compétitivité (comme par exemple le domaine militaire). Dans le but de raffermir son statut de grande puissance, le continent africain est pour la Russie, après l'Eurasie postsoviétique et le Moyen-Orient, une zone où s'expérimente ses capacités de projection en tant qu'une puissance globale. Il s'agit là d'une entreprise qui nécessite certes la mobilisation des moyens conséquents pour mieux atteindre les objectifs. Ce que soutient le paradigme réaliste des Relations Internationales qui met un accent sur la nécessité de définir les objectifs de politique étrangère et de mobiliser les moyens conséquents pour les atteindre. Hormis le secteur de l'armement où elle s'est érigée en partenaire de premier rang, il revient à la Fédération de Russie de diversifier et de renforcer ses capacités dans les autres domaines de coopération pour soutenir la projection de sa puissance en Afrique et tenir face à d'autres puissances en compétition.

RÉFÉRENCES BIBLIOGRAPHIQUES

1. Ali, E.M., (2022), « Pour une maîtrise des océans et des ressources marines de l'Afrique », in Afrique Renouveau.
2. Arkhangelskaya, A., (2013), « Le retour de Moscou en Afrique subsaharienne ? Entre héritage soviétique, multilatéralisme et activisme politique », Afrique contemporaine 2013/4 (n° 248).
3. Badie, B., « Quel système international ? », in Charillon, F. (dir.) (2006), *Les Relations internationales*, Paris, La Documentation Française.
4. Bassou, A (2019), « La Russie en Afrique Renouvellement d'une ancienne relation ou création d'une nouvelle ? », in Policy Center for the New South, Policy Brief.
5. Bassou, A. (2022), « La quête de puissance tous azimuts de la Russie : "Étranger proche", Moyen-Orient et Afrique », in Policy Center for the New South, Policy Paper 16/22.
6. Bauchard, D. (2012), « La Russie au Moyen-Orient », Note de l'Ifri.
7. Boniface, P. (2010), *Les Relations internationales de 1945 à nos jours*, 3^e édition, Paris, Dalloz.
8. Charillon, F. (dir.) (2006), *Les Relations internationales*, Paris, La Documentation Française.
9. Coloma, T. (2000), « La stratégie économico-sécuritaire russe au Mozambique », Note de l'IFRI, n°9.
10. Daly, S. (2023), « Stratégie de sécurité et activités de la Russie en Afrique », in Atlantic Council.
11. Duroselle, J.B. et Kaspi, A. (2004), *Histoire des relations internationales depuis 1945 à nos jours*, tome 2, 14^e édition, Paris, Armand – colin.
12. Dusouliez, A. (2019), « Le "retour" de la Russie en Afrique subsaharienne : sécurité et défense au service de la politique étrangère de Vladimir Poutine », in *Institut royal supérieur de défense*, FOCUS PAPER 39.
13. Ferras, P. (2012), « L'impact du partenariat entre les bric (Brésil, Russie, Inde et Chine) et les pays africains sur l'évolution du régionalisme sécuritaire », Laboratoire de l'IRSEM.
14. <https://www.un.org/africarenewal/fr/magazine/juin-2022/pour-une-ma%C3%A9trise-des-oc%C3%A9ans-et-des-ressources-marines-de->

